Sommaire

ARTICLES :

* **Abdellatif Dif** - *Crise économique et politiques d'immigration en France* 05

* **Lakhdar AMRANI** - *La législation archivistique :Un élément indispensable à la sauvegarde de la mémoire collective/L'exemple de La loi 88-09 relative aux archives nationales algériennes...28.*

* **Dr. Mohammed Salah BOUKECHOUR** - *L'industrie algérienne au début du XX^e siècle :Présentation du premier rapport sur l'industrialisation de l'Algérie colonial.....45*

Crise économique et politiques d'immigration en France : aspects juridiques et réglementaires.

Abdellatif Dif *

A croire certaines voix en France, les immigrés seraient à l'origine de la plupart des maux dont souffre la société française, du travail à l'insécurité.

Pourtant, depuis Pierre et Marie Curie,pour les sciences, à Emile Zola pour la culture,ou Léon Gambetta en politique,ou encore Michel Platini et Zinedine Zidane pour le sport,nombreux sont ces immigrés ou descendants d'immigrés à avoir fait ou qui continuent de faire la gloire de la France.

En 1987, le président français F.Mittterand déclarait, à juste titre, d'ailleurs :« La civilisation française s'est enrichie chaque fois qu'elle a reçu sur son sol des étrangers porteurs d'autres cultures .Nous sommes certes gaulois mais aussi roumains, un peu germains, un peu juifs, un peu italiens, un peu espagnols, de plus en plus portugais, et je me demande si nous ne sommes pas déjà un peu arabes(01)

En 1998, le président J.Chirac, déclarait: « Notre peuple sait que notre nation s'est constituée au fil des siècles en intégrant des apports

* Enseignant à la faculté de droit d'Oran

successifs » (2).

Et l'actuel président français, Nicolas Sarkosy, est fils de migrant hongrois, et le gouvernement Fillon est multiculturel avec une dose non négligeable de ministres d'origine africaine (3) L'immigration ce phénomène universel a de tout temps, caractérisé l'humanité et a été à l'origine de sa richesse. Il revê des dimensions historiques, sociales, culturelles, politiques et humaines. Ce qui rend son étude assez compliquée, mais tout aussi intéressante Par ailleurs, le mouvement des hommes a induit cette notion d'étranger qui a évolué avec la nature et la qualité tout aussi bien que l'origine des nouveaux arrivants d'horizons divers et multiples. Mais en fait, le terme étranger n'a pris le sens usité aujourd'hui qu'au 19è siècle. Auparavant, l'étranger était celui, généralement, qui n'était pas du coin, avant de devenir celui qui venait d'un autre pays. Et l'étranger n'est pas nécessairement immigré, et celui-ci n'est pas non plus obligatoirement étrangerL'immigré demeure celui qui est arrivé en France, en provenance d'un autre pays. Quant à l'étranger, c'est celui qui ne porte pas la nationalité française. Et ce sont les deux, étrangers et émigrés ou immigrants, qui constitueront ces masses et vagues humaines que la France aura accueillies au fil des années.

Les causes des mouvements migratoires vers la France :

Les principales causes à ces mouvements ou flux migratoires demeurent Incontestablement historiques, démographiques,et politiques Sur le plan historique, on devra insister sur le passé colonial de la France et saprésence hors métropole.

Cette présence est à l'origine des déplacements importants des colonisés vers la métropole à la recherche du travail, le plus souvent à la demande des gouvernants français. On rappellera ici les cas des colonies et anciennes colonies françaises d'Afrique, et des Antilles Celui de l'Algérie demeure, cependant le plus intéressant au vu de la durée de l'occupation française (132 ans), avec les conséquences que l'on sait,dont justement cette forte présence, sur le soi français de la communauté algérienne ou d'origine algérienne en France. Les Antilles, ayant opté pour le moment pour l'intégration à la France, constituent un autre cas aussi particulier contribuant très largement à faire de la France ce pays multicolore qui fait lever tant de boucliers xénophobes, pour ne pas dire tout simplement racistes.

Sur le plan démographique, l'apport de l'immigration a été et demeure très important dans le peuplement de la France. On notera que de 1872 à 1927 pas moins de la moitié de la croissance de la population française est le fait des immigrés. Et de 1921 à 1936, ils ne représentent pas moins des 2/3 des 2,7 millions de l'accroissement naturel qu'elle a connu.

Cependant cette augmentation n'a pas réussi à décomplexer la France par rapport à d'autres pays. En effet, la population française s'est contentée de 3 %d'augmentation contre 72% pour les Etats-Unis, plus de 30% pour l'Allemagne et l'Italie, et plus de 20% pour le Royaume Uni.

Entre 1946 et 1986, la population française a augmenté de 16 millions dont un peu plus de 10 millions étaient dus aux immigrés. La moitié de ces 10 millions est née d'au moins un parent immigré. Mais en raison du code de la nationalité française en vigueur, 80% de ces descendants d'immigrés sont français.

Il a fallu attendre 1962 pour enregistrer un certain regain de la natalité« franco-française ». Aujourd'hui, les immigrés et leurs descendants depuis le début du 20è siècle, sont à l'origine d'une naissance sur quatre, auxquels il ne faut pas oublier d'ajouter l'apport relatif des enfants issus d'unions mixtes.

Certaines sources avancent qu'un quart des Français d'aujourd'hui ont au moins un pârent d'origine étrangère. D'autres donnent le chiffre de 18 millions.

Actuellement, il y aurait en France, un peu plus de 4 millions d'immigrés et un peu moins de 3,6 millions d'étrangers en attente d'être complètement francisés et céder leur place à d'autres vagues d'arrivants.

A noter que cet apport se caractérise par une surmasculanité de l'immigration de travail, un phénomène qui va cependant diminuer jusqu'à atteindre, en 1986 le taux de 1,11 hommes pour une femme. L'apport de l'Europe, en particulier des Italienset des Espagnols, a été de 50% en 1975, pour ensuite diminuer en raisondes retours et du vieillissement. Il faudrait également noter que, contrairement aux idées reçues, l'apport des Algériens a diminué tout comme leur surmasculanité, même si celle-ci demeure encore supérieure aux autres maghrébins. Enfin, le flux migratoire à partir de l'Afrique en général, et de l'Asie a pris une allure plus diversifiée avec en particulier davantage de réfugiés et de travailleurs clandestins.

Les problèmes économiques et politiques des pays subsahariens et du Maghreb, et l'apparition inquiétante du phénomène des « harragas» (3) qui prend des proportions inquiétantes, y contribuent pour beaucoup.

Sur le plan politique, le mode de traitement réservé par les pouvoirs publics français aux communautés étrangères ou d'origine étrangère, est intéressant à examiner pour cerner une partie des non-dits de ces mêmes pouvoirs.

Pour ce faire, deux phases de l'histoire de la France, retiennent

l'attention.

La première phase a trait à une France à l'économie et à l'industrie de type traditionnel avec une présence indispensable, voire nécessaire, de la main d'œuvre étrangère.

Elle se situe entre l'après guerre et la fin des années soixante, et a été une période plutôt prospère marquée par la croissance économique.

Les besoins de la France en main d'œuvre, qualifiée ou non, au lendemain de la guerre ont été à l'origine d'une série de textes visant surtout à réglementer l'entrée et la présence des travailleurs étrangers.

Elle n'a pas été marquée par des événements susceptibles d'être, à tort ou à raison, imputés aux immigrés.

La seconde phase et qui s'étale des années soixante dix à ce jour, verra, à ses débuts cette même économie opérer sa mutation vers un type moderne avec d'autres besoins et d'autres moyens techniques plus performants que cette force humaine jugée, désormais, obsolète dans une bonne partie de l'industrie française.

Elle sera marquée par une crise économique que les différents gouvernements français, de gauche comme de droite, n'ont pas jusqu'à l'heure actuelle réussi à surmonter de façon définitive. On verra que les différents dispositifs politiques adoptés pour faire face à cette crise ont eu comme préoccupation majeure d'en rejeter de façon cynique une grande part de responsabilité sur l'immigration, et son corollaire l'immigration de travail. Et l'arsenal législatif et réglementaire mis au point tout au long de cette période a ciblé essentiellement l'immigration de travail. Et tenté d'organiser le départ de nombre de ces travailleurs étrangers devenus tout à coup indésirables. La dernière des trouvailles a été la loi sur l'immigration choisie votée en 2007 par l'Assemblée française à majorité U.M.P, le parti du tout nouveau président Nicolas Sarkozy. Une loi pour principale préoccupation : débarrasser la France de tous les immigrés en situation irrégulière,et verrouiller les frontières de sorte que ne puissent entrer sur le sol français que ceux et celles des étrangers choisis au préalable dans leurs pays d'origine.

Avec le passage de l'économie et de l'industrie française du type traditionnel au type moderne et, plus tard, l'arrivée de la crise économique avec, ensuite, pour fond de toile la mondialisation, les débuts des années soixante dix vont constituer un tournant dans les rapports avec les étrangers. Les manifestations des sentiments hostiles à l'immigration vont se multiplier essentiellement chez quelques groupuscules de l'extrême droite. Les pouvoirs publics français vont

devoir affronter la grogne populaire grandissante et les réactions de plus en plus organisées tant de l'extrême droite que de l'extrême gauche qui les encadrent. Le chômage sera la menace la plus pesante et la plus inquiétante sur la stabilité d'une société qui a du mal à assimiler les conséquences d'une modernisation de son industrie qu'elle semblait ne pas avoir prévue ou à laquelle elle n'était pas préparée.

On verra ici comment les pouvoirs publics français vont tenter de remédier à cette situation nouvelle. On verra également comment, avec un cynisme certain et une xénophobie à peine voilée certaines voix officielles vont susciter le sentiment que l'étranger est à l'origine de ce mal qui est venu frapper la France. On ne parlait pas encore de la mondialisation. Mais on désignait l'Autre, et on l'accusait de ce mal nouveau qu'on hésitait encore à appeler crise économique. Alors, plusieurs recettes vont être essayées. Une panoplie de textes de lois et de règlements sera déployée. Ces derniers constitueront la ou les nouvelles politiques françaises en matière d'immigration. On va essayer de cerner la nature de ces moyens et solutions proposées aux problèmes économiques et sociaux de la France en fonction des majorités politiques et de la conjoncture. Car il demeure indéniable que la politique de l'immigration a de tout temps varié en fonction de la couleur des majorités au pouvoir, de gauche comme de droite.

- La politique française d'immigration des années soixante dix à nos jours:

En 1971, la nationalisation par le gouvernement algérien des hydrocarbures allait mettre le feu aux poudres du côté des nostalgiques de l'Algérie française. Une certaine presse, connue pour ses sentiments anti-algériens, allait prendre le relais du gouvernement français qui refusait de digérer la décision algérienne. Le sentiment au début anti-algérien allait vite muer en sentiment anti-étrangers et anti-immigrés. Quelques groupes d'extrême droite, n'hésitaient pasà organiser des manifestations aux cris de: «Halte à l'immigration sauvage " A cela, des groupes de militants de l'extrême gauche répondaient par le slogan:«Travailleurs français et immigrés même combat.»

En 1973, à la suite de la guerre israélo-arabe d'octobre de cette année, et les mesures d'embargo prises par les pays arabes producteurs de pétrole contre les pays européens en particulier, la xénophobie prit une ampleur inattendue. Une campagne anti-arabe, en particulier contre les Algériens, se solda par de nombreux crimes racistes et agressions quelques fois dirigées contre les représentations diplomatiques de l'Algérie (4).

Politiquement, les dirigeants de ce pays étaient accusés d'être le fer de lance des dirigeants arabes regroupés au sein du front dit « front de refus », pays hostiles à toute négociation avec l'Etat d'Israël, et à toute concession aux pays qui le soutiennent.

Mais avant cela, on rappellera que l'arrêt officiel de l'immigration de travail a été, au début et au milieu des années soixante dix, une constance dans les politiques des pays de l'Europe, en particulier l'Europe de l'ouest.

- Période 1974-1981 :

En raison de la crise économique qui continuait sa progression inexorable, et le chômage qui prenait de l'ampleur, la France a décidé en 1974, sur proposition du secrétaire d'Etat à l'immigration, André Postel-Vinay, de stopper l'immigration de travail. En contre partie, et dans un premier temps, celui-ci décida d'encourager le regroupement familial tout en prenant des mesures en matière de logements. Mais ces mesures n'ont pas reçu le soutien qu'il attendait de son premier ministre, Jacques Chirac. Il démissionna, et son successeur entreprit, lui aussi, des mesures allant dans le même le sens. Le président Giscard d'Estaing manifesta son intérêt, de façon quelque peu populiste avec un soupçon de démagogie, pour un dialogue direct avec les étrangers. Des éboueurs sont conviés à prendre le petit déjeuner avec lui à l'Elysée. La loi du 10 juillet 1975, complétée par la suite, par la loi du 18 juillet 1979, facilitait l'éligibilité des étrangers parmi les représentants des travailleurs dans l'entreprise, puis la participation aux élections prud'homales.

Cependant, cédant aux appels de son parti et aux pressions d'une opinion publique manipulée à souhait par une droite, dont des ministres et pas des moindres faisaient porter la responsabilité de la crise aux étrangers, le président français a du modifier sa politique au milieu de son septennat. Il décide d'encourager, voire de susciter, les départs notamment des Maghrébins, et spécialement des Algériens. Une prime au retour dans leurs pays, de 10.000 francs français(5) est proposée aux intéressés. Mais, devant la tiédeur manifestée par les travailleurs étrangers, le gouvernement français décide, en 1978, d'organiser, en les imposant, 500.000 départs planifiés sur cinq ans. Mais cette politique fut aussi un échec, pour des raisons intérieures à la France à cause, notamment, des résistances des concernés eux-mêmes, et aussi grâce à l'opposition des partis de gauche, de la société civile française et également de nombreuses personnalités de la droite, notamment des gaullistes. Les Etats d'origine de ces travailleurs ont aussi manifesté leur opposition à cette décision politique prise sans concertation avec eux et

jugée très dangereuse pour leur stabilité tant politique qu'économique. En effet, le retour massif de travailleurs souvent forgés dans la lutte syndicale et habitués à la liberté d'expression ne pouvait que leur être préjudiciable.

Mais il faudra noter que l'aide au retour des 10.000 ff a eu également très peu de succès auprès des travailleurs non européens. En effet, pendant les quatre années qu'aura vécues cette loi, les deux tiers des 95 000 bénéficiaires de cette aide étaient des Européens du Sud, principalement des Espagnols et des Portugais).

Le 27 septembre 1977, le gouvernement décida à nouveau de suspendre les regroupements familiaux pour des raisons qui cachaient mal une certaine frilosité face à la montée du chômage. Alors les difficultes des conditions d'accueil et de logements des familles sont mises en avant.

Une loi dite loi Bonnet, du nom du ministre du travail, promulguée le 10 janvier 1980, va modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, en rendant plus rigoureuses les conditions d'entrée et de séjour des étrangers sur le sol français. Les motifs d'expulsions sont multipliés sous le couvert mal fondé de la lutte contre l'immigration clandestine.

- Période 1981- 1986 :

Le nouveau gouvernement, dirigé par le socialiste Pierre Mauroy, après la victoire de la gauche aux élections présidentielles puis législatives, annonce d'emblée vouloir faire valoir les droits et la dignité pour les étrangers. Il décida au mois de juillet 1981 la régularisation des papiers de 130.000 clandestins. Une loi est votée le 29 Octobre de la même année, avec des dispositions qui libéralisent les conditions d'entrée et de séjour et modifie largement la précédente loi Bonnet du 10 janvier de 1980. Les expulsions par voie administrative sont suspendues. Le regroupement familial est de nouveau autorisé. Les étrangers bénéficient de la même législation du travail que les Français. L'aide au retour est supprimée. Et la nouvelle tendance du gouvernement français laisse croire en une volonté réelle de stabiliser les immigrés. Une campagne sur le thème « Vivre ensemble » est lancée par le nouveau secrétaire d'Etat aux immigrés. Ces derniers commencent à respirer et à faire de nouveaux projets de regroupement familial. Mais pas pour longtemps. Car la crise économique va peser de tout son poids sur la politique de François Mitterand. Dès 1982-1983, il commence à rencontrer de sérieuses difficultés à la suite des mesures prises, surtout en matière de restructurations industrielles et les vagues de grèves qu'elles

provoquèrent sous la pression du chômage.

La gauche va perdre les élections municipales organisées en 1983. Et un nouveau langage va émerger chez la gauche au pouvoir à la suite d'une sorte de consensus discret mais apparent avec la droite modérée. La responsabilité des immigrés dans la crise que vivent les Français revient à la mode. Elle est brandie à tue voix par l'extrême droite qui émerge à la faveur de la crise. Et pour la faire taire et contenir la pression que continuait la droite à exercer sur l'Elysée, le gouvernement de gauche réduit le regroupement familial et reparle de départ volontaire aidé des travailleurs étrangers. Il innove, cependant par rapport à la droite, en parlant de réinsertion dans leurs pays d'origine des travailleurs étrangers privés de leur emploi du fait des restructurations industrielles. Les clandestins deviennent la cible privilégiée des pouvoirs publics qui parlent d'intégration des étrangers qui se trouvent sur le sol français. Et en 1984 le Secrétariat d'Etat à l'Intégration remplace le Secrétariat d'Etat chargé des immigrés. La loi du 17 juin 1984 institue une seule carte de séjour et de travail valable dix ans. En même temps une large campagne contre le racisme et la xénophobie est engagée par de nombreuses associations soutenues par des personnalités du monde culturel et aussi politique. Et le président François Mitterand déclare le 21 novembre 1985 : « les immigrés sont chez eux en France ».

- Période 1986-1988 :

Le retour de la droite au gouvernement après sa victoire aux législatives de mars 1986 allait, encore une fois, avoir des conséquences sur l'immigration. La cohabitation entre un président socialiste et une majorité de droite sera le théâtre de nombre de tiraillements. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua va rapidement remettre en cause les lois de 1981 et 1984, pour, dit-il, « lutter contre l'immigration clandestine et la délinquance importée ». Le 9 septembre 1986 la loi appelée « Loi Pasqua » est votée. Elle limite l'attribution de plein droit de la carte de résident et rétablit le système des expulsions par voie administrative. Des députés de droite tentèrent de revenir sur le principe du droit de sol dans l'attribution de la nationalité française. La réaction de François Mitterand et des nombreuses associations feront échouer cette velléité.

La campagne électorale pour les présidentielles de 1988 sera en partie dominée par le thème de l'immigration entre une gauche à visage humaniste et une extrême droite, et une droite qui, à l'image de Charles Pasqua, déclare ouvertement être pour « La défense de l'identité nationale ».Cela n'empêchera pas François Mitterand d'être réélu à la

présidence de la république, et la majorité gouvernementale de repasser à gauche.

- Période 1988 - 1993 :

La nouvelle majorité parlementaire va donner au gouvernement de gauche, aussitôt constitué, l'occasion de revoir de prime abord de nombreuses dispositions jugées restrictives de le la loi Pasqua. La loi du 2 août 1989 va les abroger. Les étrangers nés en France ne seront plus expulsés.

Et la carte de résident est à nouveau renouvelée quasi automatiquement et valable dix ans pour les conjoints mariés à des Français. Ce sera la même chose pour les personnes entrées en France avant l'âge de dix ans ou résidant en France depuis dix ans. Enfin, devant la Commission de séjour, qui statue sur le renouvellement de la carte de séjour, l'étranger peut se faire accompagner d'un avocat. En 1989 un Haut Conseil à l'intégration est créé, auprès du Premier ministre, Michel Rocard. Celui-ci lui demande de « dissiper les fantasmes qui entourent la présence des étrangers en France ».

La période qui va suivre sera marquée par de nombreux dérapages verbaux émanant de personnalités politiques à l'endroit des immigrés. A droite, on notera la déclaration du maire de Paris Jacques Chirac, le 19 juin 1991 à Orléans, qui pariera « des bruits et des odeurs » des immigrés et de « l'overdose des étrangers ». Ou encore l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing qui a, à la même période, manifesté ses craintes d'un risque « d'invasion ».Sans oublier les attitudes plus tranchées du leader du Front national, le parti de l'extrême droite, qui soutient la suppression du regroupement familial, la remise en cause des naturalisations accordées depuis 1974, et la suppression du droit du sol avec une priorité absolue pour les nationaux en matière de l'emploi et du logement.

Ce genre de déclaration ne va pas manquer d'alimenter la xénophobie en vogue chez bon nombre de citoyens. Les inquiétudes très nombreuses, fondées ou non des Français, font favoriser le retour de la droite au pouvoir à l'occasion des législatives de 1993, et une nouvelle cohabitation qui va durer jusqu'à la fin du mandat du président F.Mitterand.

- Période 1993-1995 :

Le retour de la droite au pouvoir, en 1993, avec Edouar Baladur à la tête du gouvernement, va une nouvelle fois reprendre les mêmes

dispositifs adoptés, par le passé, pour réprimer les clandestins et les irréguliers. Néanmoins, la nouvelle majorité RPR-UDF affichera l'intention d'œuvrer pour l'intégration des immigrés.

Le premier ministre E.Baladur va faire, en 1993, de la maîtrise de l'immigration une priorité quasi absolue. Et il exprimait ainsi sa résolution : « Pour prévenir le racisme et mieux intégrer les immigrés réguliers, réprimons les clandestins et les irréguliers responsables de tous les maux, et fermons nos frontières aux immigrés potentiels, responsables de tous les maux, ce qui sera facilité par une politique d'aide au tiers-monde ». Et le geste suivit la parole.

La politique de l'immigration sera d'emblée durcie. Les contrôles d'identité sont renforcés, le plus souvent effectués au faciès. Aux frontières, les contrôles des entrées sont également renforcés aux fins de maîtriser les flux. Le regroupement familial, comme le droit d'asile sont revus et restreints. Le Code de la nationalité est modifié le 22 juillet 1993 par la loi Méhaignerie. Le droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers est désormais subordonné à une manifestation explicite de volonté d'acquisition de la nationalité française entre 16 et 21ans. Les nouvelles restrictions seront souvent appliquées avec beaucoup trop de zèle par certaines administrations à l'encontre des étrangers pour la moindre demande ou pour un simple renseignement. La stigmatisation de l'étranger devient une règle même pour celui qui est en situation régulière. Le nombre des entrées en France a, selon le ministre de l'intérieur Charles Pasqua, baissé en 1994 alors que celui des expulsions a augmenté de 27 % (6). Le nombre des demandeurs d'asile qui obtiennent gain de cause enregistrera une baisse sensible. En revanche, la condition de l'acte volontaire introduite par les derniers amendements du nouveau code de la nationalité ne découragera pas les jeunes d'origine étrangère nés en France et âgés de seize à vingt et un ans.

Par contre les accords de Schengen, confirmés par le Traité de Maastricht, vont diviser les demandeurs de visa entre pays « riches » et pays « pauvres », c'est-à-dire les pays susceptibles de fournir des immigrés et des réfugiés indésirables. Les premiers auront droit à un traitement de faveur à l'entrée du territoire français et ne doivent présenter que la carte d'identité nationale.

- Période 1995-1997.

On devra noter que la campagne électorale pour les présidentielles de 1995 n'a pas été très marquée par le thème de l'immigration, même si certains candidats ont, comme J.Chirac, dénoncé l'immigration clandestine. Ou Lionel Jospin, pour le parti socialiste, qui s'est engagé à revenir sur la loi

Pasqua et à rétablir le droit du sol dans sa forme la plus généreuse.

La loi Debré du 24 avril 1997, votée après l'élection de J. Chirac, devait corriger les insuffisances de la Loi Pasqua. Mais

en fait, le gouvernement de monsieur A. Juppé sera amené à durcir certaines de ses dispositions. Ainsi, tout demandeur de visa devra fournir ses empreintes digitales aux fins d'identification et de recherches au cas ou il ne quitterait pas la France à l'expiration de son visa.

Et, désormais, en vertu de l'article 1er de la loi Debré, il est fait obligation, sous peine de sanction, de déclarer à la mairie l'hébergement de tout étranger hors Union européenne et son départ.(7)

L'immigré régulièrement établi sera désormais sous la menace d'un refus de renouvellement de son titre de séjour pourtant valable 10 ans. En effet l'article 4 de la loi Debré autorise l'Administration à ne plus renouveler ce genre de carte « si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public»(8)(Reprendre les commentaires à cette dispos. p.81-déclaration de Chirac au Maroc le 20/7/95,puis Michel Rocard lors du débat à l'assemblée sur la loi Debré), et avant celle-ci p.80 le commentaire de Robert Badinter- pour le commentaire final de la publication). Mais la loi Debré n'était pas encore promulguée, lorsque le Président français annonce le 21 avril la dissolution de l'Assemblée nationale.

Il s'est fié aux sondages qui laissaient croire que l'opinion publique était plutôt favorable à la politique d'immigration suivie par le gouvernement de droite.

Mais la gauche française remportera les élections législatives qui s'en suivirent. Et, à nouveau J.Chirac allait cohabiter avec un gouvernement de gauche avec à sa tête le socialiste Lionel Jospin.

- Période 1997-2002

Il faudra relever que, pendant la campagne électorale, le pari socialiste s'était engagé à abolir les lois Debré et Pasqua. Le secrétariat d'Etat à l'Intégration ou aux immigrés est supprimé. La question de l'immigration est rattachée au ministère de l'Emploi et de la solidarité. Pour le nouveau ministre de l'Emploi, madame Martine Aubry, les problèmes des quartiers difficiles sont avant tout sociaux. Pour elle, « l'immigration n'est pas un problème... »(9). Et dans l'attente de nouvelles lois le gouvernement s'engage à régulariser les sans papiers, mais au cas par cas. Le premier ministre Lionel Jospin annoncera les intentions du gouvernement en la matière sans ambages dans son discours d'investiture. Il déclarait notamment : « Le droit du sol est substantiel à la nation française (...).La France doit définir une politique

d'immigration ferme et digne, sans renier ses valeurs, sans compromettre son équilibre social. L'immigration est une réalité économique, sociale et humaine, qu'il faut organiser et maîtriser ». Une mission interministérielle est aussitôt constituée et va plancher sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers et aussi sur la question épineuse de la nationalité. Et durant l'été, elle proposera dans son rapport de rétablir la quasi-automaticité du droit du sol à l'âge de dix-huit ans, l'enfant né en France devra y avoir résidé au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans. Elle proposera aussi de faciliter le regroupement familial et d' «ouvrir les frontières en fonction de l'intérêt national », et préconisera de faciliter les échanges scientifiques en accueillant des étudiants et des chercheurs mais pas (ou peu) de travailleurs peu qualifiés.

Le président de cette mission, P. Weil, résumera l'esprit du rapport qui sera remis au gouvernement, par cette déclaration : « Contrôlons moins ceux qui ne doivent pas l'être et plus les autres » (10).

Il s'agissait pour cette mission de contrôler avec plus d'efficacité l'illégalité qu'il s'agisse des clandestins ou des employeurs, en évitant de jeter la suspicion sur l'ensemble des étrangers. Le 14 juillet 1997, le président Chirac n'hésite pas à mettre en garde le gouvernement contre une vision qu'il qualifie de trop laxiste à l'encontre de l'immigration. Il affirme clairement : « Donner des papiers à tous les sans-papiers (...) consiste à légitimer l'immigration clandestine et à donner un fort signal positif pour l'immigration. Dans les réactions négatives de beaucoup de Français qui alimentent la xénophobie et le racisme, il y a ce laxisme à l'égard des entrées d'étrangers ».

La publication du rapport Weil ne va pas susciter des critiques que du côté de l'opposition de droite. Une partie de la gauche et de nombreuses associations estimeront qu'il ne rompt pas beaucoup avec les lois Pasqua et Debré. Le maintien de la double peine sera particulièrement critiqué. Pour le ministre de l'intérieur Jean Pierre Chevènement: « cette interdiction du territoire ne s'applique qu'à des délits très graves et exclut quiconque a ses attaches en France »(11).

Le débat portera aussi sur les demandes de régularisations dont le nombre atteindra 145.000 et les rejets avoisineront les 50.000, alors que le gouvernement tablait plutôt sur ce dernier chiffre c'est-à-dire 50.000. Les rejets concerneront ceux qui auront de l'aveu même de J.P. Chevènement « vocation – un terme assez flou- à être reconduits à la frontière ».L'aide au retour atteint 45000 par adulte plus 900 ff par enfant. La loi Guigou sur la nationalité du 17 mars 1998 rétablit la quasi automaticité de l'acquisition de la nationalité française à l'âge de 18 ans. La loi Chevénement, votée le 12 mai 1998 et consacrée à réguler les flux migratoires et le séjour des

étrangers,comporte certaines avancées. Les parquets n'empêcheront plus les juges à remettre un étranger en liberté. Le droit d'asile peut être accordé à tout étranger persécuté « en raison de son action en faveur de la liberté ». Tout Algérien peut réclamer « l'asile territorial », un statut créé quatre années plus tôt et réservé aux personnes persécutées par d'autres acteurs que l'État. Environ mille personnes en bénéficient chaque année (12). Le certificat d'hébergement visé par le maire est supprimé, et sera remplacé par la simple « attestation d'accueil ». Les commissions de séjour, supprimées par la loi Debré sont rétablies. Les procédures de demande de regroupement familial sont assouplies.

Désormais la durée de résidence est ramenée à un an au lieu de deux ans et le montant des ressources abaissé au SMIC. Les sanctions contre les employeurs clandestins sont durcies.

Cependant, l'immigration que le gouvernement de gauche a voulu sortir du débat politique va ressurgir et se placer en avant du discours politique lors de la campagne pour les élections régionales et cantonales de 1998. Les principaux partis de la droite vont mener leur campagne sur des thèmes très proches de l'extrême droite. Des thèmes qui sentent la xénophobie et le racisme.

- Période 2002-2007 :

Jusqu'en 2002, année qui vit le retour de la droite au pouvoir au lendemain de la réélection de J. Chirac à la présidence de la France après la déconvenue de son adversaire malheureux L. Jospin, et ensuite jusqu'en 2007, la politique de la France va osciller entre le dur et le semblant moins dur, évitant de radicaliser le traitement d'une situation de crise, un dossier qui n'a pas réussi aux différents gouvernants de la France. Il a fallu l'arrivée au pouvoir du tenant de la politique franchement hostile à l'immigration dite « subie », N. Sarkozy, en Mai 2007, pour voir l'adoption d'une politique franchement hostile à l'immigration.

Celui-ci va s'atteler sans répit ni humanisme, pourtant de tradition même apparent à la France, dans sa politique de nettoiement de ce qu'il n'a pas hésité à désigner de « racaille » en parlant des jeunes révoltés des banlieues alors qu'il était ministre de l'intérieur. Des jeunes français, originaires en grande partie des anciennes colonies françaises. Ce sera alors sa loi sur l'immigration choisie c'est-à-dire à la carte dans les pays d'origine. Ce sera la politique des expulsions massives. Le ministre français de l'immigration, Brice Hortefeux, a donné, le 25 juin 2008 des chiffres inquiétants : « en 2007, 35000 étrangers jugés en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière ; 26000 autres doivent subir le

même sort au cours de l'année 2008 » (13).

La dernière trouvaille du président français est son projet de l'union pour la méditerranée (U.P.M), sensée rassembler les états des deux rives, mais avec pour objectif à peine voilé un pacte anti-immigration illégale ou clandestine. Avec la complicité ou la duplicité, ou la compromission de pays producteurs de cette même émigration.

Conclusion:

En conclusion, quel bilan tirer de ces politiques suivies par les pouvoirs publics français depuis que la crise économique a bouleversé la société française jusqu'au plus profond de ses principes de fraternité et d'accueil ?

Il est une conséquence dramatique pour les étrangers de l'intérieur comme ceux qui attendent, de l'autre coté de la rive sud, d'entrer en France.

C'est ce sentiment d'insécurité vécu au quotidien devant la cascade de textes de loi et règlements. Ne sachant pas de quoi sera fait le lendemain d'une loi ou d'un texte régissant son entrée, ou sa présence, en France tant le pouvoir a basculé d'une gauche vers une droite et vice vers ça, suivi à chaque changement de bouleversements au sein de la communauté étrangère vivant en France.

Cette insécurité d'ordre législatif et réglementaire, occasionnera une instabilité d'ordre psychologique auprès de ceux qui ont du mal à vivre au rythme des portes qui ne s'ouvrent devant eux que le temps que mettra une autre majorité politique à revenir.

Et cette instabilité constituera un facteur non négligeable dans la tendance déviante de bon nombre d'étrangers vivant sur le sol français.

Dans les pays d'origine de cette immigration dite de travail, l'instabilité des textes régissant les conditions d'entrée et de présence des étrangers en France, ajoutée au durcissement des politiques des pays du nord face au sud en particulier, a eu ces dernières années une conséquence des plus dramatiques sur la jeunesse africaine ou maghrébine qui aura perdu des centaines en mer dans leurs tentatives désespérée de rejoindre l'autre rive.

Les statistiques judiciaires dans les pays du sud, notamment en Algérie, montrent une augmentation considérable des délits et tentatives de délits d'émigration illégale généralement par mer à bord

d'embarcation de fortune (15). L'apparition au grand jour d'organisations spécialisées dans les traversées suicidaires est également à noter, se comportant en véritables négriers de temps modernes. Un autre délit a fait son apparition avec force dans les statistiques. C'est le faux et usage de faux visas de voyage vers le nord, l'Espagne, la France et l'Italie. Et bien entendu le moyen d'obtenir ce visa même faux qu'est la corruption. Les intermédiaires qui se proposent pour ce type de besogne ne le font pas gratuitement, non plus.

Ainsi, de façon ou d'une autre, les différentes politiques en matière d'immigration en France déterminent en grande partie le profil d'une certaine forme de délinquance dans les pays réservoirs de cette émigration.

Et la pauvreté des pays du sud, ajoutée à l'indigence de leurs gouvernants, et pour certains pays, l'absence totale de bonne gouvernance, sont, avec l'égocentrisme européen, autant de facteurs qui constitueront une topographie idéale pour une communauté vivant dans la marginalité, l'amalgame et la suspicion et l'insécurité. Robert Badinter, ancien ministre de la justice et artisan de l'abolition de la peine de mort en France, résumait ainsi cette situation : «.Le discours ministériel –de Jean Louis Debré (Président de l'assemblée nationale de la France), même s'il ne le veut pas, rend inévitable l'amalgame entre étrangers entrés en fraude et étrangers devenus sans papiers, entre « clandestins »et immigrés en situation régulière, entre immigrés étrangers et ceux qui sont français ou voués à la devenir »(14).

Même si pour la France, le droit de se doter de mécanismes de protection et de régulation de la présence de l'étranger demeure un droit inaliénable, il n'en demeure pas moins que son histoire, écrite avec un minimum de sérénité et d'objectivité, établira sa culpabilité sinon sa responsabilité dans le flux de cette jeunesse en direction de la métropole. La constance des tracasseries administratives organisées par les pouvoirs publics à l'endroit des étrangers, dans les périodes de difficultés économiques, ne servira point à cacher que le mal français provient de cette même France, de droite comme de gauche, confondue avec son histoire. Et qu'une France, en phase avec son passé et son présent, multiculturel et multicolore, gagnera surtout à être une terre d'accueil, une terre d'égalité et de fraternité où personne ne sera ni traité de « racaille » ni menacé de « karcher ».

Eléments bibliographiques :

-1- Déclaration de F. Mitterand à la Sorbonne, en plein débat sur les premières lois Pasqua.

-2- Déclaration de J.Chirac le 8mai 1998 pour le centenaire de la Ligue des droits de l'homme.

-3- Rachida Dati,ministre de la justice garde des sceaux est d'origine marocaine ; Fadhéla Amara, ministre déléguée à la politique de la ville, est d'origine algérienne ; Rama Yade, secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme est d'origine sénégalaise.

-4- Le terme « harragas», pluriel de harrag, signifie les migrants irréguliers qui traversent ou tentent de traverser la mer méditerranée à bord d'embarcation de fortune au risque de leur vie.

-5- Durant l'été 1973, vingt deux Algériens étaient assassinés et une quarantaine d'autres blessés sur l'ensemble du territoire français.

-6- Un euro = 6,59 ff.

-7- A notre avis, si le nombre des entrées en France en provenance de l'Algérie, principal pays d'émigration, a baissé, c'est en grande partie à cause des mesures très restrictives adoptées par les autorités algériennes en matière de circulation des personnes pendant les événements sanglants des années 90.

-8- Les lois Pasqua donneront aux maires le droit de refuser de délivrer les certificats d'hébergement aux personnes désireuses d'accueillir en France à titre provisoire un demandeur de visa.

-9- Cette disposition laissait au préfet toute latitude d'interpréter comme bon lui semble la notion de menace ou de trouble. Les abus de refus de renouvellement ont fait légion et les réactions de la société civile française et de nombreuses personnalités de droite comme de gauche ont été très nombreuses.

-10- Le monde, 6/6/97.

-11- Revue Marianne, n° 11, 17/8/97.

-12- Le nouvel Observateur, 4-10/9/97, p.41.

-13- Le monde, 22/23/2/98.

-14- Le nouvel Observateur, 27/2 au 5/3/97.

-15- Les statistiques officielles indiquent qu'entre 2005 et 2007, un total de 2.340 candidats à l'émigration clandestine ont été interceptés en mer dont 1301 ont été secourus en mer dans un danger de mort certaine. Pour le premier semestre de l'année 2008, un décompte des gardes-côtes fait état de 400 candidats à l'émigration clandestine maritime ont été interceptés; Le Quotidien d'Oran, n°4173, du 03/9/2008, p.2

Ouvrages généraux :

Benjelloune (T) : La Plus Haute des Solitudes, éd. du Seuil, 1977.

Braudel F. : L'identité de la France : les hommes et les choses, coll. « Champ », Flammarion, 1990.

Castel (R.) : Les métamorphoses de la question sociale,Gallimard, coll. « Folio Essais »,Paris,1999.

Demorgon (J.): Complexité des cultures et de l'interculturel, 2ème éd. Anthropos, 2000.

Le Goaziou (V) et Mucchielli (L.) : Quand les banlieues brûlent…éd. La découverte, Paris 2006.

Manco (A) : Intégration et identités, éd. De Boeck-Université, 1999.

Noiriel G.: Le creuset français/ Histoire de l'immigration en France du XIXè siècle, Seuil, 1988.

Tribalat.M.: De l'immigration à l'assimilation, La Découverte, 1966.

Tribalat.M : Faire France, La Découverte, 1995.

Sayad A. : L'immigration ou les paradoxes de l'altérité, Editions universitaires, 1991.

Sayad A. : L'intégration, les paradoxes de l'altérité, Bruxelles, éd. De Boeck, 1998.

Vinsonneau (G.) : L'identité des jeunes en société inégalitaire, le cas des Maghrébins en France, éd. L'Harmathan, 1996.

Revues :

- « Sarkozy Nicolas contre –attaque », entretien, L'express, 17 novembre 2005.

-Le Mal- Etre arabe. Enfants de la colonisation, Agone, Marseille,2005.

- John Ogbu, « Les frontières culturelles et les enfants des minorités », Revue française de pédagogie, n° 101, Paris, 1992.

- Guilluy (Ch.) et Noyé (Ch.), Atlas des nouvelles fractures sociales en France, Autrement, Paris, 2006.

Journaux :

- « Une vision policière de la société », Le monde diplomatique, Février 2003.

-Le Monde, 7 novembre 2005.

- Le Figaro, 4 novembre 2005.

-Galbraith (J.) : « L'art d'ignorer le pauvres », Le monde diplomatique, octobre 2005.

-Karim Bourtel, « Grandes manœuvres politiques autour des Franco-Maghrébins, Le Monde diplomatique, Octobre 2003.